



COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE DRAGUIGNAN

Parquet du procureur de la République

CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE LA PROCEDURE DE RAPPEL A L'ORDRE

Entre :

Le Parquet de Draguignan, sis Tribunal judiciaire — Palais de justice — 11 rue Pierre Clément 83300 DRAGUIGNAN — représenté par le Procureur de la République, Monsieur Pierre COUTTENIER ;

Et

La Mairie de LE VAL, sis Hôtel de Ville – 5 place de la Libération 83143 LE VAL – représentée par le Maire, Monsieur Jérémie GIULIANO.

Préambule

Vu l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure tel qu'il résulte de la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance en son article 11 et qui dispose :

« Lorsque des faits sont susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité ou à la salubrité publiques, le Maire, ou son représentant désigné, dans les conditions prévues à l'article L.2122-18 peut procéder verbalement à l'endroit de leur auteur au rappel des dispositions qui s'imposent à celui-ci pour se conformer à l'ordre et à la tranquillité publics, le cas échéant en le convoquant en mairie.

Le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentant légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur. ».

Le rappel à l'ordre est donc une **injonction verbale adressée par le Maire**, dans le cadre de son pouvoir de police et de ses compétences en matière de prévention de la délinquance prévus

notamment aux articles L.132-11 et L.132-42 du code de la sécurité intérieure. En agissant sur les comportements individuels et le plus en amont possible, le Maire doit avoir pour objectif de **mettre un terme à des faits qui, s'ils ne constituent pas des crimes ou des délits, peuvent y conduire.**

Elle permet **d'apporter une réponse face à la petite délinquance** sans déclencher le processus pénal. Elle offre ainsi une réponse institutionnelle rapide et pertinente tant à l'égard de la victime (réparation) que de l'auteur de l'infraction (prévention de la récidive).

Parce que le rappel à l'ordre est un dispositif de prévention de la délinquance et parce que le domaine pénal est proche, **l'instauration d'un dialogue constructif entre le Maire et le Procureur de la République est utile** à sa mise en œuvre. C'est l'objectif visé par la présente Convention.

Celle-ci a donc pour objet de définir, entre Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de Draguignan et Monsieur le Maire de LE VAL, la mise en application de l'article L.132-7 susmentionné. Ladite convention revêt un double objectif :

- Adapter localement et de manière uniforme la procédure du rappel à l'ordre sur la ville de LE VAL.
- Garantir, au travers d'une information réciproque, une cohérence et une harmonie entre l'action de la mairie et celle du Parquet de Draguignan en matière de prévention de la délinquance.

Les parties signataires à la présente Convention s'engagent à respecter les dispositions suivantes :

Article 1 — Champ d'application

Le rappel à l'ordre s'applique aux faits portant atteinte, dans la commune, au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques, commis par des mineurs et majeurs (cf. Annexe 4).

Cela peut concerner principalement les conflits de voisinage, l'absentéisme scolaire, la présence constatée de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives, certaines atteintes légères à la propriété publique, les « incivilités » commises par des mineurs, les incidents aux abords des établissements scolaires, certaines contraventions aux arrêtés du Maire, certaines nuisances sonores, certains écarts de langage portés à la connaissance du Maire, par tous moyens.

Article 2 — Domaine d'exclusion

Sont exclus de la procédure du rappel à l'ordre :

- Les faits susceptibles d'être qualifiés de crimes ou délits, qui doivent, en application de l'article 40 du code de procédure pénale, être dénoncés au Procureur de République ;
- Tout fait faisant l'objet d'un dépôt de plainte dans un commissariat de police ou une brigade de gendarmerie ;

- Les faits pour lesquels une enquête judiciaire est en cours.

Article 3 - Mise en œuvre du rappel à l'ordre

3.1. Personnes concernées

L'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure précité mentionne l'« auteur » des faits, ce qui suppose que le Maire ait connaissance de l'identité de la personne mise en cause.

Le même texte précise que lorsque la personne mise en cause est mineure, le rappel à l'ordre est effectué « sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur ».

Ceci impose au Maire d'effectuer un minimum de diligence pour identifier les personnes concernées.

3.2. Personnes habilitées à réaliser le rappel à l'ordre

- Le Maire ;
- ou son représentant désigné, dans les conditions prévues à l'article L.2122-18 du CGCT (adjoint au Maire ou, à défaut, un membre du conseil municipal).

3.3. Le contenu du rappel à l'ordre

Le rappel à l'ordre est uniquement verbal.

Son contenu est à la libre appréciation du Maire, mais il paraît opportun que la norme transgressée soit clairement identifiée et indiquée à la personne mise en cause.

Le rappel à l'ordre sera effectué en mairie, après y avoir convoqué la personne mise en cause, pour conférer à cette procédure la solennité requise. Le Maire, ou son représentant désigné, pourra se reporter à la présente Convention pour renseigner la fiche de convocation adressée au mis en cause (Annexe 1 si la personne mise en cause est majeure, Annexe 2 si la personne mise en cause est mineure).

Les parents ou le responsable éducatif de l'auteur mineur est destinataire d'une copie de la convocation.

Article 4 — Validation des demandes de rappel à l'ordre

Le délégué du Procureur reçoit les demandes de rappel à l'ordre (Annexe 3), de la Mairie ou de la Police municipale, aux fins de validation de la procédure. Cette demande est adressée à l'adresse mail nominative du délégué du Procureur :

thierry.dupin@justice.fr

Si la procédure est validée, le délégué du procureur retransmet l'annexe 3 signée par courriel dans les 48h.

En cas de difficulté de mise en œuvre de la procédure de rappel à l'ordre, la police municipale, le maire ou son représentant désigné, adresse un message au délégué du procureur de sa zone de compétence.

Article 5 — Suivi de la mise en œuvre de la procédure de rappel à l'ordre

Monsieur le Maire de LE VAL et Monsieur le Procureur de la République de Draguignan conviennent d'assurer le suivi des mesures de rappel à l'ordre effectuées.

Un état statistique sera adressé mensuellement au parquet de Draguignan (Annexe 5). Il mentionnera le nombre et le motif de procédures de rappel à l'ordre mises en œuvre, sans aucune mention nominative.

Cet état statistique sera communiqué au parquet à l'adresse suivante :

chcab.pr.tj-draguignan@justice.fr

Fait en 2 exemplaires à Draguignan, le XX 2025.

Monsieur le Maire
Jérémy GIULIANO

Monsieur le Procureur de la République
près le tribunal judiciaire de Draguignan

**ANNEXE 1 - MODELE DE CONVOCATION EN MAIRIE
EN VUE D'UN RAPPEL A L'ORDRE (MAJEUR)**



LE VAL

MAIRIE DE LE VAL

5 PLACE DE LA LIBERATION

83143 LE VAL

Envoyé en préfecture le 03/06/2025

Reçu en préfecture le 03/06/2025

Publié le

ID : 083-218301430-20250523-2025_034-DE

[Nom/Prénom du mis en cause]

[Adresse du mis en cause]

A LE VAL, le [Date]

Objet : Convocation en vue d'une procédure de rappel à l'ordre

[Madame, Monsieur],

Nous, en notre qualité de Maire (ou son représentant désigné) de la commune de LE VAL, avons été informé de ce qu'un rapport d'information a été établi par à votre rencontre :

[Nom et Prénom]

Né le [...]

A [...]

Demeurant [...]

Pour avoir le [...] à [...]

Sur le territoire de la commune de [...]

Commis les faits suivants : [...]

Vu le rapport d'information n° [...] établi le [...] par [...]

Vu l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure

Et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés en matière de prévention de la délinquance au titre de la loi du 5 mars 2007, nous vous demandons de vous présenter en mairie, sis le [...] à [...] heures pour qu'il soit procédé à votre rencontre à un rappel à l'ordre solennel.

Le Maire de LE VAL

**ANNEXE 2 - MODELE DE CONVOCATION EN MAIRIE
EN VUE D'UN RAPPEL A L'ORDRE (MINEUR)**



LE VAL
MAIRIE DE LE VAL
5 PLACE DE LA LIBERATION
83143 LE VAL

Envoyé en préfecture le 03/06/2025
Reçu en préfecture le 03/06/2025
Publié le
ID : 083-218301430-20250523-2025_034-DE

[Nom/Prénom du mis en cause]
[Adresse du mis en cause]

A LE VAL, le [Date]

Objet : Convocation en vue d'une procédure de rappel à l'ordre

[Madame, Monsieur],

Nous, en notre qualité de Maire (ou son représentant désigné) de la commune de LE VAL, avons été informé de ce qu'un rapport d'information a été établi par [...] à l'encontre de votre enfant :

[Nom et Prénom]

Né le [...]

A [...]

Demeurant [...]

Pour avoir le [...] à [...]

Sur le territoire de la commune de [...]

Commis les faits suivants : [...]

Vu le rapport d'information n° [...] établi le [...] par [...]

Vu l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure

Et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés en matière de prévention de la délinquance au titre de la loi du 5 mars 2007, nous vous demandons de vous présenter en mairie, sis [...] le [...] à [...] heures pour qu'il soit procédé à l'encontre de votre enfant à un rappel à l'ordre solennel. La présence des représentants légaux est exigée par la loi.

Le Maire de LE VAL

ANNEXE 3 - MODELE DE FICHE DE TRANSMISSION AU DPR



LE VAL

MAIRIE DE LE VAL

5 PLACE DE LA LIBERATION

83143 LE VAL

Envoyé en préfecture le 03/06/2025

Reçu en préfecture le 03/06/2025

Publié le

ID : 083-218301430-20250523-2025_034-DE



Tribunal Judiciaire
de DRAGUIGNAN

Monsieur le procureur de la République

Tribunal Judiciaire

11 Rue Pierre Clément

83300 Draguignan

A LE VAL, le [Date]

Objet : Transmission pour avis du Délégué du Procureur de la procédure [...]

Notre attention a été attirée par [...] sur les agissements de :

[Nom et Prénom]

Né le [...]

A [...]

Demeurant [...]

Exposé des faits : [...]

Conformément aux dispositions de l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure, issu de l'article 11 de la loi du 5 mars 2007 sur la prévention de la délinquance, j'ai l'intention de lui adresser un rappel à l'ordre.

Veuillez agréer, Monsieur le procureur, l'expression de ma parfaite considération.

Le Maire de LE VAL

Appréciation du Délégué du Procureur :

**ANNEXE 4 - INFRACTIONS POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN RAPPEL A
L'ORDRE SANS AUTORISATION PREALABLE DU PARQUET**

- Conflits de voisinage ;
- Absentéisme scolaire ;
- Présence constatée de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives ;
- Atteintes légères à la propriété publique ;
- Incivilités commises par des mineurs ;
- Incidents aux abords des établissements scolaires ;
- Bruits ou tapages injurieux ou nocturnes ;
- Divagation d'animaux dangereux ;
- Abandon d'ordures.

Envoyé en préfecture le 03/06/2025

Reçu en préfecture le 03/06/2025

Publié le

ID : 083-218301430-20250523-2025_034-DE

ANNEXE 5 - FICHE-BILAN - STATISTIQUES TRIMESTRIELLES



LE VAL

MAIRIE DE LE VAL

5 PLACE DE LA LIBERATION

83143 LE VAL



Monsieur le procureur de la République

Tribunal Judiciaire

11 Rue Pierre Clément

83300 Draguignan

A LE VAL, le [Date]

Objet : Bilan statistique trimestriel du rappel à l'ordre

Nombre de rappels à l'ordre prononcés :

- Mineurs :
- Majeurs :
- Total :

Nombre de carences à convocation :

Répartition par types de faits :

- Conflits de voisinage ;
- Absentéisme scolaire ;
- Présence constatée de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives ;
- Atteintes légères à la propriété publique ;
- Incivilités commises par des mineurs ;
- Incidents aux abords des établissements scolaires ;
- Bruits ou tapages injurieux ou nocturnes ;
- Divagation d'animaux dangereux ;
- Abandon d'ordures.

Nombre de réitérations constatées :

Analyse quantitative :

Analyse qualitative :

Le Maire de LE VAL

ANNEXE 6 - SCHEMA DE LA PROCEDURE DE RAPPEL A L'ORDRE

Si le comportement entre dans le champ des incivilités listée à l'annexe 4, la police municipale, ou la mairie, transmettent directement la procédure au DPR pour engager une procédure de rappel à l'ordre.

